

PREFECTURES DE L'ISERE ET DE L'AIN

DIRECTIONS DEPARTEMENTALES DES TERRITOIRES DE L'ISERE ET DE L'AIN

**DEMANDE D'AUTORISATION DES OPERATIONS EN MILIEU AQUATIQUE
LIEES AU DEMANTELEMENT DES PARTIES ELECTROMECANIKES
DE L'ANCIENNE STATION DE POMPAGE SUR LE SITE DE CREYS-MALVILLE (ISERE)**

**ENQUETE PUBLIQUE DU 17 AOUT AU 18 SEPTEMBRE 2015
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE CREYS-MEPIEU (ISERE) ET DE BRIORD (AIN)**

PETITIONNAIRE : ELECTRICITE DE FRANCE

Arrêté n° 38-2015-181 du 30 juin 2015 des Préfets de l'Isère et de l'Ain



ANNEXE 1 : PROCES-VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

**Pierre-Yves FAFOURNOUX, Commissaire enquêteur
Caroline RONIN, Suppléante**

---ooOoo---

Procès-Verbal remis au Demandeur le 25 septembre 2015

PROCES-VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

1. DEROULEMENT GENERAL DE L'ENQUETE PUBLIQUE

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 17 août 2015 au vendredi 18 septembre 2015.
Le Commissaire enquêteur a tenu trois permanences dans les Mairies de CREYS-MEPIEU et de BRIORD.

Permanence 1 : BRIORD aucune observation du public
Permanence 2 : CREYS-MEPIEU aucune observation du public
Permanence 3 : BRIORD aucune observation du public
Permanence 4 : CREYS-MEPIEU aucune observation du public
Permanence 5 : BRIORD aucune observation du public
Permanence 6 : CREYS-MEPIEU aucune observation du public

Aucun incident n'a été signalé.
Aucune association n'a demandé à rencontrer le Commissaire enquêteur.
Aucune collectivité territoriale n'adressé de courrier au Commissaire enquêteur.

2. DECOMPTE DES OBSERVATIONS CONSIGNEES ET BILAN GENERAL

Aucune observation n'a été déposée dans les registres.
Aucun courrier n'a été adressé au Commissaire enquêteur par voie postale.

Nombre d'observations	Opposés au projet	Favorables au projet	Favorables à une modification du projet
dans les 2 registres	0	0	0
dans les lettres jointes aux registres	0	0	0
Totaux	0	0	0

3. AVIS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Délibérations des Conseils municipaux des communes de CREYS-MEPIEU et de BRIORD.

Selon l'article 7 de l'arrêté interpréfectoral n° 38-2015-181-DDTSE03, les Conseils municipaux des communes de CREYS-MALVILLE (Isère) et de BRIORD (Ain) ont été appelés à formuler un avis motivé sur ce projet, dès l'ouverture de l'enquête publique et au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête publique. Les délibérations devaient être adressées à la Direction Départementale des Territoires de l'Isère.

Le Conseil municipal de CREYS-MEPIEU a été informé le 3 septembre 2015 des dates de l'enquête publique. Le Conseil municipal est appelé à délibérer le 8 octobre 2015, soit après la clôture de l'enquête publique. Cette délibération ne sera donc pas prise en compte dans notre Procès-Verbal.

La commune de BRIORD a délibéré le 11 septembre 2015. Compte-tenu du délai pour la transmission à la sous-préfecture et le retour, la délibération n'a pas été insérée dans le Registre d'enquête publique. Cette délibération ne sera donc pas prise en compte dans notre Procès-Verbal.

4. PRINCIPALES QUESTIONS SUR LE PROJET

En l'absence d'observations du public, les seules demandes de précisions sur le projet sont faites par le Commissaire enquêteur. Elles sont présentées ci-dessous.

4.1 Justification de la solution du rejet dans le Rhône des sédiments dragués

Les sédiments dragués devant la prise d'eau seront retirés par une drague aspiratrice.

Le volume de sédiments à draguer est estimé à 3 000 m³.

Ces sédiments seront rejetés dans le Rhône, ce qui peut entraîner un risque de pollution des eaux.

La solution d'évacuation des sédiments sur la terre ferme a-t-elle été examinée et, si oui, quelles sont les raisons qui ont conduit à ne pas la retenir ?

4.2 Coordination avec les opérations de gestion des sédiments des barrages de la C.N.R.

L'enquête publique concernant les opérations de gestion des sédiments du barrage de VERBOIS (Suisse) et les mesures d'accompagnement par les barrages français sur le Haut-Rhône présentées par la Compagnie nationale du Rhône (C.N.R.) et la Société des Forces Motrices de CHANCY-POUGNY (S.F.M.C.P.) doit se dérouler du 12 octobre au 13 novembre 2015.

Le Demandeur a-t-il prévu des mesures particulières de coordination avec la C.N.R. afin de réduire l'impact cumulé de ces deux opérations qui devraient se dérouler en 2016.

4.3 Avis de la C.L.I. du site de CREYS-MALVILLE sur le projet

Depuis la loi TSN de 2006 et la parution de son décret d'application, la consultation de la Commission Locale d'Information (C.L.I.) est obligatoire dans le cadre des enquêtes publiques.

Le Commissaire enquêteur invite le Demandeur à lui préciser les dispositions prises pour consulter la CLI du site de CREYS-MALVILLE.

5. REDACTION DU MEMOIRE EN REPONSE PAR LE DEMANDEUR

Le Demandeur adressera son Mémoire en Réponse sous 15 (quinze) jours au Commissaire enquêteur, soit **au plus tard le 9 octobre 2015**.

Il sera transmis par courrier électronique et trois exemplaires papier seront également remis.

Fait à VOIRON, le 25 septembre 2015
adressé au Demandeur ce jour par courriel

Le Commissaire enquêteur.
Pierre-Yves FAFOURNOUX